

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008, Paris

Monsieur le ministre des affaires Européennes et Étrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Monsieur le ministre de l'Économie et des Finances,
139 Rue de Bercy
75012 Paris

Paris, le 3 mai 2018

Depuis 2014, la quasi-totalité des associations franco-syriennes pacifiques et démocratiques fait face à une recrudescence de blocages bancaires les empêchant de mener à bien leurs missions d'aide humanitaire et médicale. Refus d'ouverture de comptes bancaires, clôtures de comptes sans motif, fermetures de comptes sur les plateformes de collecte de dons en ligne, retards et annulations de virements... les entraves sont nombreuses.

Une enquête menée de janvier à mars 2018, par le Collectif de Développement et de Secours Syrien (CODSSY) et trois de ses associations membres (ASML/Syria, INS et Women Now for Development), a permis d'établir l'ampleur du problème. Le constat est édifiant : 96% des 25 associations franco-syriennes interrogées rencontrent des difficultés bancaires, plus de 60% d'entre elles ont rencontré au moins deux types de problèmes différents. Le problème est généralisé puisqu'il concerne au moins 4 des 5 principaux groupes bancaires français.

Nous, représentants des associations franco-syriennes, considérons que ces entraves sont intolérables car elles limitent gravement nos actions humanitaires, médicales et de développement sur le terrain. Les retards et rejets de virements conduisent à des retards dans la construction d'écoles, dans l'approvisionnement d'hôpitaux ou dans la distribution d'aide humanitaire à des populations vivant dans des conditions extrêmes. Le personnel humanitaire de terrain, déjà criminalisé par le régime syrien et menacé par les groupes armés radicaux, subit désormais également une pression financière venant des pays mêmes censés le soutenir politiquement.

Nous comprenons tout à fait les enjeux de la lutte contre le financement du terrorisme et la légitimité des contrôles qu'elle implique. Cependant, l'application abusive du principe de précaution conduit à une situation inique et contre-productive, qui va à l'encontre des intérêts stratégiques de la France et de la lutte contre le terrorisme. Ce sont en effet les actions humanitaires qui allègent les souffrances des populations locales, accroissent leur résilience et limitent le développement de la radicalisation. Loin de n'être que morales, les missions humanitaires sont également stratégiques.

Le 22 mars 2018, lors de la présentation de la nouvelle stratégie humanitaire de la France, le ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Jean-Yves Le Drian, annonçait un triplement inédit du budget alloué à l'humanitaire qui devenait « *un des piliers de notre politique étrangère* ». En rejoignant à l'été 2017 le processus d'Istanbul sur la réforme de l'humanitaire mondiale, la France marquait également son engagement pour une revendication majeure de cette réforme : l'accroissement de la place accordée à la société

civile locale des pays bénéficiaires. La France reconnaissait ainsi que, pour être efficace, l'aide humanitaire ne doit pas être concentrée entre les mains des seules grandes ONG internationales mais doit s'appuyer au maximum sur les acteurs locaux.

Pourtant, pour que cette stratégie puisse être effective, il est essentiel que les impératifs sécuritaires ne rendent pas impossible toute action humanitaire. Les associations doivent pouvoir transférer des fonds et travailler dans des conditions acceptables. Il en va de la survie des populations syriennes, de l'intérêt de la France et de la sécurité de ses habitants.

Convaincus que des solutions sont possibles, nous appelons à l'ouverture d'une discussion rassemblant l'ensemble des autorités publiques compétentes, les institutions bancaires, ainsi qu'une délégation des associations franco-syriennes, afin que des solutions concrètes puissent rapidement être trouvées et mises en œuvre.



Signataires :

- Arts et âme-ARZEAM
- Association Alsace-Syrie
- Association Alwane
- Association Medina
- ASML/Syria
- Association de solidarité avec le peuple syrien
- Association de Soutien au Peuple Syrien
- Centre syrien de médias et de la liberté d'expression (SCM)
- CODSSY (Collectif de Développement et Secours Syrien)
- Cœur et Action pour la Syrie
- Initiative for a New Syria
- La Maison de Palmyre
- Liberté Syrie 29
- Life4syria
- Musawa
- Nazra
- Rozana for Media
- Revivre
- Relief & Reconciliation International
- SOS Syrie France
- Souria Houria
- Syria Charity
- Syriens & Friends Paris
- Syrie MDL
- Tous pour la Syrie
- UOSSM (Union des Organisations de Secours et Soins Médicaux)
- Women Now for Development
- Yalla ! Pour les Enfants